

«L'arrestation de Maurice Kamto et de quatre membres de son personnel est le signe d'une répression accrue à l'encontre des dirigeants de l'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et des militants au Cameroun. Les autorités doivent les libérer immédiatement et sans condition, ainsi que les manifestants pacifiques arrêtés ce week-end simplement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique. L'arrestation de Maurice Kamto et de quatre membres de son personnel est le signe d'une répression accrue à l'encontre des dirigeants de l'opposition, des défenseurs des droits de l'homme et des militants au Cameroun. Au lieu de prendre des mesures pour améliorer le bilan du pays en matière de droits de l'homme, nous constatons que les autorités deviennent de moins en moins tolérantes à l'égard des critiques. Cela doit cesser »,a déclaré ce jour Samira Daoud, directrice adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique occidentale et centrale

«Les autorités devraient maintenant permettre aux gens de jouir de leurs droits humains, notamment en mettant fin à la répression des manifestations pacifiques et des voix dissidentes», a-t-elle ajouté

Le leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), qui revendique toujours sa victoire à la présidentielle d'octobre, a en effet été arrêté à Douala, lundi dans la soirée avec plusieurs de ses partisans, tels que Albert Dzungang, Christian Penda Ekoka, Célestin Djamien ou encore Alain Fogué, ceci deux jours après avoir été à l'initiative d'une vague de manifestations contre le pouvoir en place,